



ENTREPRENEURS DE PROGRES

Revue de presse

Mercredi 27 février 2019

*Mobile: 0770 88 90 80
Lotissement Sylvain Fourastier
N°08 El Mouradia, Alger
Mobile: 0770 88 90 80
communication@fce.dz
www.fce.dz*

SOMMAIRE

A la une	3
• Déclaration de politique générale: appel à remédier aux insuffisances d'ordre économique (APS)	3
• Le secteur agricole contribue à hauteur de 12,3 % au PIB national (APS)	4
• Electricité: les capacités de production augmenteront à 33.000 MW en 2022 (APS)	6
• Energies renouvelables: accélérer la digitalisation du réseau électrique (APS)	7
• Des entreprises allemandes du renouvelable présentes en Algérie pour soutenir les PME locales (Maghreb Emergent).....	8
• Pétrole : l'Opep ignore les menaces de Trump, les cours repartent en hausse (TSA)	9
Banque/bourse/Assurance	10
• Développement du secteur des assurances en Algérie : Des avancées concrètes et une culture encore à promouvoir (Le Jour d'Algérie)	10
Commerce.....	11
• Aïn Defla/ Marché de gros de fruits et légumes de Bourached : Une structure pour booster l'économie régionale (Le Jour d'Algérie).....	11
Coopération	13
• Algérie-Roumanie: signature d'un mémorandum d'entente entre la CACI et CCIR (APS).....	13
• UMA: l'Algérie continuera à appeler à une intégration économique régionale (APS)	15
• Forum d'affaires algéro-danois : Nouvel élan (El Moudjahid).....	16
Veille.....	17
• La BAD promeut l'intégration du secteur financier en Afrique du nord (Algérie Eco)	17

Déclaration de politique générale: appel à remédier aux insuffisances d'ordre économique (APS)



La majorité des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) a appuyé la Déclaration de politique générale du gouvernement, présentée par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, soulignant la nécessité d'intensifier les efforts pour garantir la continuité au pays dans les domaines du développement et remédier à certaines lacunes.

Lors d'une séance nocturne, présidée par Mouad Bouchareb, président de l'APN, en présence des membres de l'exécutif, les députés ont évoqué, lors du débat de la Déclaration de politique générale du gouvernement, les acquis réalisés ces dernières années, appuyant le contenu de cette Déclaration.

A ce propos, ils ont appelé à remédier aux insuffisances constatées dans plusieurs domaines économiques et à la nécessité d'associer tous les acteurs au processus de relance de l'économie nationale.

Dans ce cadre, le député Bekai Hemal (MPA) a dit appuyer le contenu de la Déclaration de politique générale du gouvernement, valorisant les acquis réalisés ces dernières années.

"En dépit des efforts consentis, il demeure encore des insuffisances à corriger", a-t-il estimé, citant, à titre d'exemple, l'exacerbation du chômage notamment chez les jeunes.

De son côté, la députée Houria Mounia Laouadi (RND) a mis en avant les progrès réalisés en Algérie notamment lors des cinq dernières années, "riches" en réalisations, et ce en dépit de la chute des cours du pétrole, plaidant pour "l'intensification des efforts" afin d'assurer la continuité au pays.

Pour sa part, la députée Chafika Ferarma (Union Ennahda-Adala-Bina) a appelé à être à l'écoute des revendications du peuple et à ouvrir un dialogue "sérieux" avec l'ensemble des acteurs, en vue de construire l'avenir de l'Algérie, en s'interrogeant sur le devenir de la politique de diversification économique.

Le député Mohamed Hallali (Indépendants) s'est félicité des acquis indéniables réalisés dans plusieurs secteurs, estimant nécessaire de redoubler d'efforts et de promouvoir certains secteurs névralgiques tels que l'agriculture qui constitue "l'une des principales alternatives

économiques". Il a plaidé, également, pour la levée du gel sur un nombre de projets.

La députée Meriem Messaoudani (MSP) a déploré, quant à elle, la dégradation de la situation économique du pays, en raison d'une mauvaise gestion, et ce en dépit des quelques acquis réalisés dans plusieurs secteurs.

Pour Lakhdar Brahimi (MSP), le Gouvernement n'a pas réussi à créer un "véritable" développement et à améliorer les conditions de vie des citoyens.

De son côté, la députée Karima Athmane (TAJ) a mis en avant les réalisations accomplies durant ces dernières années, ainsi que la politique de réforme initiée par les Pouvoirs publics, estimant qu'en dépit de tous ces acquis, il reste encore quelques lacunes à corriger, à l'image de la bureaucratie entravant les projets d'investissement. Elle a appelé, à ce propos, à la mise en place d'un programme pour la réalisation d'un véritable développement économique.

Dans le même sens, la députée Dahbia Loucif (RND) a mis l'accent sur la vision prospective du président de la République, appelant à l'impératif de déployer davantage d'efforts notamment en matière de création d'emploi au profit des jeunes.

Pour rappel, Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia avait présenté lundi devant les députés de l'APN, la déclaration de politique générale du Gouvernement, à travers laquelle il a mis en exergue les réalisations accomplies dans le domaine économique notamment les secteurs de l'agriculture et de l'industrie, outre les acquis importants enregistrés dans d'autres secteurs vitaux.

Il est à noter que le débat autour de la Déclaration de politique générale se poursuivra jusqu'à jeudi prochain, en attendant que le Premier ministre réponde aux préoccupations des membres de l'APN.

Le secteur agricole contribue à hauteur de 12,3 % au PIB national (APS)



Le secteur agricole a participé à l'économie nationale, en terme de production, avec une proportion de 12,3% du Produit intérieur brut (PIB) au courant l'année écoulée, a indiqué, mardi à Alger, un directeur central au niveau du ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche.

Ainsi, le secteur a connu des moyennes de croissance intéressantes depuis l'an 2000, notamment grâce aux différentes dispositions prises par le département ministériel, a expliqué Mohamed Tifouri lors d'une conférence ayant pour thème "la vision d'avenir pour l'alimentation et l'industrie agroalimentaire en Algérie", organisée en marge de la 17ème édition du Salon international de l'agroalimentaire "Djazagro".

Selon lui, ne serait-ce que pour le volet irrigation, la superficie totale des terres agricoles irriguées au niveau national a été multipliée par trois (3) de 2000 à 2018.

Pour sa part, l'ex ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Sid Ahmed Ferroukhi a relevé les différentes évolutions qu'a connues l'industrie agroalimentaire notamment dans les pays développés et en voie de développement.

Il a, en effet, rappelé les différents produits développés par les industriels en raccord avec les besoins des populations mais aussi dans le but de satisfaire une demande en nourriture exponentiellement croissante face à des ressources naturelles croissant bien moins.

Pour lui, les aliments synthétiques peuvent représenter une bonne alternative à la consommation de produits naturels, comme les steaks hachés et les saumons synthétiques que certains laboratoires occidentaux sont en train de développer.

Quant au mode de vie "Vegan" (mode basé sur une alimentation exclusive par les végétaux et le refus de consommer tout produit issu des animaux ou de leur exploitation) qui rallie un grand public occidental de nos jours, il permet de ralentir la consommation effrénée de viandes de laits et produits dérivés ou même d'œufs.

De même dans un souci de protection de l'environnement et de la santé humaine, l'ex ministre a évoqué le grand succès qu'ont : l'alimentation "bio", les aliments "zéro pesticides" et les "alimédicaments" (diminutif d'aliments-médicaments, soit des aliments comportant des propriétés anti-oxydantes connus pour leur rôle dans la prévention des cancers).

Pour M. Ferroukhi, là sont des créneaux industriels d'avenir qu'il serait bon de développer en Algérie, pour assurer d'abord la demande nationale mais aussi répondre à une forte demande étrangère.

Pour rappel, le Salon "Djazagro" se tient du 25 au 28 février au Palais des expositions (Pins maritimes/Alger) avec la participation de près de 160 exposants algériens et 720 exposants étrangers venus de 34 pays.

Partenaire du salon, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) organisera tout au long de la manifestation des rencontres "invest & export business meetings", sous forme de tables rondes sur différents thèmes, dont "la réglementation algérienne des investissements", "la sécurisation financière et contractuelle", ainsi que sur "les taxes et douanes à l'export".

Des conférences techniques sont également au programme, comme celle sur "l'emballage et la valorisation de la production locale".

Electricité: les capacités de production augmenteront à 33.000 MW en 2022 (APS)



Les capacités de production de l'électricité en Algérie passeront à 33.000 MW en 2022, contre 21.000 MW actuellement, a indiqué mardi à Alger le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni.

"Nous pouvons être fiers d'avoir multiplié par quatre les capacités de production de l'électricité qui s'établissent aujourd'hui à près de 21.000 MW, contre seulement 6.000 MW en 1999 et nous irons encore plus loin car nous comptons mettre en service d'autres projets pour atteindre les 33.000 MW en 2022", a souligné M. Guitouni dans une allocution, lue en son nom par le chef de cabinet du ministère, Zoubir Djouabri, lors de la Conférence algérienne des grands réseaux électriques organisé par l'Association des réseaux électriques à haute tension en Algérie (Arelec).

Ces investissements permettent de répondre à la croissance continue de la consommation nationale, souligne le ministre.

Toutefois, une partie de ces capacités sera destinée à l'exportation, a affirmé le P-dg du groupe, Mohamed Arkab, dans une déclaration à la presse en marge de la conférence.

Selon lui, le renforcement actuellement du réseau national haute tension et très haute tension, permettra de vendre de l'électricité algérienne à l'étranger.

"Nous organisons notre marché local pour améliorer notre réseau, afin qu'il soit capable de transposer de l'électricité sur de longues distances vers des marchés extérieurs, européens en particulier", a-t-il déclaré.

Concernant le programme national des énergies renouvelables, M. Arkab a fait savoir que Sonelgaz avait formé plus de 300 ingénieurs spécialisés dans ce domaine afin de se préparer à la mise en œuvre de ce programme qui prévoit l'installation de 22.000 MW de sources renouvelables d'ici 2030.

A noter que 400 MW en solaire et éolien ont été réalisés par le groupe Sonelgaz et sont déjà connectés au réseau national.

Un appel d'offres national avait été lancé en novembre dernier pour la réalisation de plusieurs centrales électriques solaires photovoltaïques, dont la capacité totale est de 150 MW.

Cette puissance sera augmentée de 50 MW par le programme d'hybridation de toutes les centrales diesel de Sonelgaz et qui alimentent actuellement les réseaux isolés du grand Sud de l'Algérie.

De son côté, Sonatrach a engagé un ambitieux programme de solarisation d'une capacité de 1.300 MW couvrant 80% des besoins de ses sites pétroliers.

Energies renouvelables: accélérer la digitalisation du réseau électrique (APS)

Le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, a mis l'accent, mardi à Alger, sur la nécessité d'accélérer la digitalisation afin de réussir l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau électrique national.

"Les avancées réalisées dans le renforcement du système électrique algérien sont indéniables. Il reste à présent de franchir un pas décisif dans la modernisation de nos réseaux de façon à ce que notre pays puisse réussir l'intégration de l'important programme national des énergies renouvelables", a souligné M.Guitouni dans une allocution lue en son nom par le chef de cabinet du ministère Zoubir Djouabri lors de la Conférence algérienne des grands réseaux électriques organisé par l'Association des réseaux électriques à haute tension en Algérie (Arelec).

Selon le ministre, l'enjeu est de mettre en oeuvre les meilleures voies pour une intégration optimisée des flux électriques d'origine éolienne ou solaire.

Cette intégration doit se faire, poursuit-il, en évitant d'altérer la qualité de service en optimisant l'acheminement de l'électricité sur le grand territoire du pays et en recourant aussi à la géo-localisation des incidents à distance.

Dans ce sens, M. Guitouni a considéré que la gestion des réseaux électriques ne pouvait pas faire l'économie de l'optimisation et de la modernisation qu'en s'appuyant sur deux piliers essentiels: "une vigueur habile dans l'engineering avec la nécessaire option de l'intégration nationale et la force innovante des systèmes d'information et de la digitalisation".

"Le temps des grandes dépenses et des réalisations en nombre est terminé.

Aujourd'hui, le maître mot est l'optimisation des capacités et leur démultiplication en y intégrant une multitude de technologies numériques et optiques de pointe", a-t-il insisté. A ce propos, le ministre a appelé les filiales du groupe Sonelgaz, le Gestionnaire du réseau de transport de l'électricité (GRTE) et la Compagnie de l'engineering de l'électricité et du gaz (CEEG) à réviser leurs cahiers des charges relatifs à la réalisation des grands projets et des projets complexes des transmissions électriques afin qu'ils soient réalisés "dans les règles de l'art" en intégrant les percées technologiques.

Les maîtres d'oeuvre de ces projets doivent aussi intégrer la vision prospective et les décisions structurelles de l'Etat comme l'intégration des

énergies renouvelables et l'impératif de l'efficacité énergétique dans l'élaboration des cahiers des charges, a-t-il soutenu.

M.Guitouni a appelé également le GRTE à l'élaboration d'une politique et des plans d'action d'une maintenance performante des ouvrages: "J'aimerais que le volet de la maintenance soit examiné et que vos politiques de maintenance soient affichées avec des objectifs quantifiables et des délais".

De son côté, le P-dg du groupe Sonelgaz, Mohamed Arkab, a affirmé que la digitalisation offrait aux gestionnaires de transport de l'électricité et au distributeur l'opportunité d'optimiser leurs prestations de services et de les faire évoluer par les nouveaux outils technologiques comme levier-clé permettant d'accroître leurs performances.

"Avec l'évolution de la politique énergétique, de ses objectifs, des modes de production et de consommation, l'utilisation des réseaux change de nature et le gestionnaire du réseau doit mettre en œuvre de multiples innovations donnant corps à divers concepts pour accompagner ce bouleversement et refléter à la fois les missions de services public et les nouvelles fonctionnalités offertes", a-t-il soutenu.

Quant au président de l'Arelec, Abdelhamid Rais, il a souligné l'importance de créer les liens entre la communauté universitaire, les industriels et les opérateurs électriques, afin de développer un réseau électrique "performant et intelligent mais aussi respectueux de l'environnement".

"La concrétisation de ce plan, tout en alliant innovation, introduction de nouvelles techniques d'exploitation, de maintenance, de télé protection et télé réglage dans le respect des exigences techniques, sécuritaires et environnementales, constitue un challenge pour le gestionnaire du réseau de transport de l'électricité. Ce défi est d'autant plus important avec l'intégration des énergies renouvelables intermittentes" a-t-il indiqué.

Organisée sous le thème "le réseau de transport à l'ère de la transition énergétique", la Conférence algérienne des grands réseaux électriques regroupe du 26 au 28 février des dizaines d'experts algériens et étrangers dans l'objectif d'échanger sur les enjeux et problématiques techniques en relation avec la production, le transport de l'électricité ainsi que la gestion du réseau électrique.

Des entreprises allemandes du renouvelable présentes en Algérie pour soutenir les PME locales (Maghreb Emergent)



Deux journées de rencontre B2B entre les entreprises allemandes et algériennes sont au programme avec pour objectif d'échanger les expériences entre les deux parties et de faire profiter les PME algériennes du savoir-faire allemand.

Six entreprises allemandes spécialisées dans différents domaines liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique sont venues présenter leur savoir-faire aux des entreprises algériennes activant dans ce même domaine, au cours d'une journée d'informations à Alger.

Cette rencontre a été organisée par la Chambre algéro-allemande de Commerce et d'Industrie (AHK Algérie), en coopération avec l'institut Renewables Academy (RENAC) AG, dans le cadre des projets de soutien aux PME, financés par le ministère fédéral de l'Economie et de l'Energie (BMWi).

Sous le thème « énergies renouvelables et efficacité énergétique dans l'industrie et l'agriculture », cette rencontre a vu la participation de plusieurs entreprises et organismes allemands ainsi que des représentants d'entreprises publiques et privées nationales, des chercheurs du Centre de développement des énergie renouvelables (CDER), et des membres du Cluster énergie solaire.

Dans son allocution, Mme Céline Kittel, consultante auprès du ministère Fédéral allemand de l'économie et de l'Energie (BMWi) et directrice régionale de l'institut Renewables Academy (RENAC), a indiqué que l'objectif de cette rencontre « est de faire connaître aux entreprises algériennes les technologies allemandes liées à la transition énergétiques et aux énergies renouvelables ».

Elle a souligné, à ce propos, que le partenariat énergétique algéro-allemand, soutenu par le ministère fédéral allemand de l'Economie et de l'Energie, « est une initiative qui s'inscrit dans une continuité d'activités et de dialogues au niveau politique entre l'Algérie et l'Allemagne ».

Ainsi, la rencontre était l'occasion aux six entreprises allemandes, en l'occurrence Ammonit, GMBH, Jonsol, KBB, Onsite Energy et REETech, d'exposer leurs technologies innovantes et e faire connaître leurs expériences respectives dans le domaine de l'efficacité énergétique et de l'énergie renouvelable.

Du côté algérien, les chercheurs du centre de recherches en énergie renouvelable ont exposé leurs expériences dans le domaine de l'efficacité énergétique en Algérie, en évoquant les différents projets développés dans ce domaine ainsi que l'ensemble des difficultés rencontrées dans l'application du programme national de l'efficacité énergétique.

Deux journées de rencontre B2B entre les entreprises allemandes et algériennes sont au programme avec pour objectif d'échanger les expériences entre les deux parties et de faire profiter les PME algériennes du savoir-faire allemand.

Pétrole : l'Opep ignore les menaces de Trump, les cours repartent en hausse (TSA)

L'Opep ne compte pas céder aux pressions et aux menaces de Donald Trump. L'Organisation et ses alliés continueront d'appliquer leur accord de réduction de la production en dépit des critiques du président américain, a affirmé une source de l'Opep dans le Golfe citée ce mardi par l'agence Reuters.

Au regard des données actuelles sur le marché, l'alliance dite Opep+ "poursuivra probablement les réductions de production "jusqu'à la fin de l'année", a affirmé cette source. L'Opep+ se réunira en avril pour faire le point sur sa stratégie, selon Reuters.

L'Opep+ continuera d'appliquer son accord d'encadrement du marché "jusqu'à ce que les stocks commencent à baisser par rapport à leur niveau actuel" pour revenir vers leur moyenne sur cinq ans, a ajouté la source de Reuters. "Il ne fait aucun doute que nous continuerons de réduire la production selon nos plans et nous ferons en sorte d'avoir l'adhésion la plus forte à ces mesures", a-t-elle déclaré.

Rassurés par cette fermeté, les marchés ont bien réagi ce mardi. Le Brent a gagné 0,69% à 65,21 dollars après un pic à 65,60 dollars en séance. Il avait perdu 3,5% lundi, sa plus forte baisse sur une séance depuis deux mois, après les propos de Donald Trump.

Banque/bourse/Assurance

Développement du secteur des assurances en Algérie : Des avancées concrètes et une culture encore à promouvoir (Le Jour d'Algérie)

Le secteur des assurances en Algérie a encore fort à faire pour se développer et se déployer dans tous les domaines de la vie économique et sociale. A cela, il n'y a pas que des raisons endogènes à l'activité, loin s'en faut, même si les professionnels de l'assurance, eux-mêmes, reconnaissent leur part de responsabilité dans ce qui est communément qualifié de projet d'ancrage d'une culture de l'assurance en Algérie.

Avant les assureurs, les pouvoirs publics sont par ailleurs fortement impliqués, pour ne pas dire les premiers impliqués dans ce processus de développement de l'assurance au sein de la société algérienne, et pour cause, la non-assurance a un coût social exorbitant qui obère par ses manifestations épisodiques les efforts financiers de développement en détournant des fonds très importants vers des actions publiques de solidarité sociale, alors que les sinistres que provoquent notamment les intempéries et autres catastrophes de fréquence assez importante peuvent être couverts par l'assurance.

C'est un travail de fond qui est mené pour sensibiliser les populations et cela depuis presque deux décennies, même si cela se fait opportunément à la suite de la survenue d'un sinistre individuel ou collectif, les

résistances étant souvent le fait d'un scepticisme par lequel on a tendance à croire que le pire n'arrive qu'aux autres. Il est clair que l'action de l'Etat est incontournable dans les cas de sinistres collectifs, mais les assurances sont en mesure de jouer un rôle financier important. Il est vrai que l'assurance contre les catastrophes naturelles, rendue systématique, est un procédé opératoire dans le cadre d'une démarche d'approche inaugurale, lorsqu'une transaction de vente ou de cession de biens induit la condition de contracter une police d'assurance. Mais ce procédé trouve ses limites quand il s'agit de renouveler, une année plus tard, ledit contrat d'assurance. Faut-il incriminer l'assuré qui a oublié ou négligé cet aspect ? Faut-il responsabiliser les assureurs – pas tous en tout cas – qui ne maintiennent pas le contact avec leurs assurés pour leur suggérer de renouveler leurs contrats d'assurances ?

La réponse à ces deux questions est oui pour les deux acteurs, et davantage pour les assureurs qui sont face à une logique d'offensive commerciale, tout spécialement quand il s'agit de leurs produits, dont la vocation essentielle est d'être des produits qui se vendent et non des produits qui s'achètent. Vendre un produit d'assurance hors le produit obligatoire est une performance quotidienne incontournable pour les assureurs s'ils veulent exploiter pleinement le potentiel financier et d'épargne que leur offre le marché algérien.

C'est pour cela qu'en plus de la culture de l'assurance que doit promouvoir l'Etat à travers tous ses relais institutionnels, les assureurs se sont attelés à former leurs recrues à un marketing conséquemment adapté au métier, et en même temps se faire relayer par les banques qui ont une relation privilégiée avec le public. Cela permet de penser, dans le cas de l'assurance, que le succès économique de l'activité contribue à préserver la famille algérienne des aléas de la vie.

Quinze années et plus de développement de ce secteur n'ont certes pas suffi à sortir les assureurs de leur forte dépendance de l'assurance automobile dans la structuration de leur chiffre d'affaires, mais ce temps a été suffisant pour permettre l'émergence d'acteurs privés qui apportent, aux côtés des acteurs publics, leurs différences et des ambitions spécifiques en mesure de donner au secteur des assurances en Algérie la dimension qu'il mérite.

Commerce

Aïn Defla/ Marché de gros de fruits et légumes de Bourached : Une structure pour booster l'économie régionale (Le Jour d'Algérie)

Attendu depuis quelque temps déjà pour booster l'activité économique locale, le marché de gros de fruits et légumes de Bourached (15 km au

sud-ouest de Aïn Defla), qui a ouvert ses portes samedi dernier, aura pour principal objectif l'harmonisation de la distribution des produits agricoles.

L'implantation d'un marché de gros à Aïn Defla était d'autant plus attendue que les agriculteurs de la région étaient, par le passé, contraints de se déplacer vers d'autres structures du même genre en vue d'écouler leurs produits. Pour d'aucuns, les résultats obtenus durant les dernières années par la wilaya de Aïn Defla en matière de production agricole et de valeur ajoutée a rendu «inéluçtable» la réalisation d'un marché de gros de fruits et légumes sur son territoire. Une activité intense a été constatée au premier jour de l'ouverture du nouveau marché de gros de fruits et légumes de Bourached vers lequel ont afflué des dizaines de camions emplis de toutes sortes de fruits et légumes en vue de les écouler auprès des marchands de détail. Les agricultures et les commerçants sont unanimes pour dire que ce marché de gros de fruits et légumes impulsera une grande dynamique au secteur de l'agriculture et aux activités s'y rattachant, leur évitant les pertes de temps induites par les fréquents déplacements vers les structures similaires des wilayas de Chlef et de Blida.

Un projet générateur de plus de 1 000 emplois

Implanté à proximité du tronçon de l'autoroute Est-Ouest traversant la wilaya de Aïn Defla, le marché de gros de fruits et légumes de Bourached s'étale sur une superficie de 12,2 ha, dont 3 ha pour la surface couverte, 1,2 ha pour la surface bâtie, 7,2 ha pour le parking et 0,5 ha pour les espaces verts. Il dispose de toutes les commodités nécessaires à son bon fonctionnement, à l'image notamment d'un hôtel et nombre de cafés et de restaurants. La quantité de fruits et légumes qui transiteront annuellement par le marché atteindront les 480 000 tonnes, affirment les gestionnaires de cette structure. Selon le directeur du marché, Abdelkader Abdelaziz, cette structure générera plus de 1 000 postes d'emploi directs et indirects, «un chiffre qui sera certainement revu à la hausse une fois que le marché aura atteint sa vitesse de croisière», a-t-il soutenu. Sur les 196 carreaux que compte le marché, 180 ont été déjà vendus aux mandataires, a-t-il fait savoir, assurant que ces derniers sont d'horizons divers, à l'image d'Alger, Tipasa, Ghardaïa, Médéa, Chlef et d'Oran. «Les marchés de gros de fruits et légumes jouent un rôle de premier plan en matière de régulation du marché, de lutte contre les pratiques frauduleuses, d'harmonisation de la distribution des produits agricoles afin d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande et faire face aux tensions sur les différents produits ainsi qu'aux éventuelles ruptures d'approvisionnement», a-t-il observé. De son côté, le représentant des commerçants activant au marché, Touhami Ahmed Chafik, s'est félicité du climat «empreint de sérénité» qui prévaut au sein du marché. Selon lui, cette structure a ouvert ses portes dès 3h du matin, en vue de permettre aux agriculteurs de vider leurs camions en toute sérénité et sans aucune pression.

Assurant que cette nouvelle structure «impulsera une dynamique nouvelle aux secteurs de l'agriculture et du commerce de la région», le

représentant des commerçants a observé que le marché est d'envergure régionale puisqu'il reçoit la production agricole des wilayas de Chlef, Blida, Tipasa et Tissemsilt. De leur côté, les agriculteurs ont fait part de leur «grande joie» après le début d'activité de ce marché, soutenant que l'entrée en service de cette aire leur épargnera les déplacements vers les structures similaires notamment celles de Chlef, Hattatba (Tipasa) ainsi que Boufarik et Bougara (Blida). «Je m'adonne à l'agriculture depuis près de 20 ans et je me suis, selon les circonstances du moment, toujours rendu à Chlef, Hattatba, Boufarik ou Bougara pour écouler ma marchandise. Aujourd'hui, je ne peux que travailler avec davantage de sérénité au regard du gain de temps et d'argent qu'implique l'entrée en service du marché», s'est réjoui Djelloul, un agriculteur de la région d'El Amra dans la wilaya de Aïn Defla.

Pour sa part, le P/APC de Bourached, Nouredine Selmane, s'est dit «convaincu» que l'entrée en service de cette nouvelle structure métamorphosera la région dans sa globalité, en faisant d'elle un «pôle économique et commercial de premier plan». Selon lui, le fait que le marché soit situé à proximité du tronçon de l'autoroute Est-Ouest traversant la wilaya de Aïn Defla le rend davantage accessible, mettant en exergue son rôle en matière de régulation de la production agricole.

Coopération

Algérie-Roumanie: signature d'un mémorandum d'entente entre la CACI et CCIR (APS)



Un mémorandum d'entente a été signé mardi à Alger entre la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) et son homologue roumaine (CCIR), à l'occasion d'un forum d'affaires qui a regroupé les opérateurs économiques des deux pays.

Le document a été paraphé par le président de la CACI, Mohamed Laid Benamor et son homologue le président de la chambre de commerce et d'industrie de Roumanie, Mihai Daraban.

A l'issue de la cérémonie de signature, M. Benamor a déclaré que ce document permettra de développer et de maintenir les relations de

partenariat entre les hommes d'affaires algériens et roumains et de recueillir leurs propositions et leurs sollicitations.

Dans ce sens, M. Benamor a souligné l'impératif d'établir un partenariat "gagnant-gagnant" qui devrait être profitable aux deux parties à travers, notamment la coproduction et l'investissement productif.

"Nous devons aller ensemble vers une étape plus empirique et plus rentable pour les deux parties afin de promouvoir davantage nos relations économiques", a-t-il déclaré à l'adresse des hommes d'affaires présents à cette rencontre.

Il a rappelé que le Conseil d'affaires mixte algéro-roumain, qui rassemble les deux chambres de Commerce et d'Industrie pourra contribuer à la création d'une dynamique de rapprochement des hommes d'affaires et de saisir les opportunités d'affaires offertes, ainsi que les potentialités énormes existantes dans divers domaines, en citant entre autres le secteur minier, l'énergie, l'agriculture et l'agroalimentaire, les énergies renouvelables mais également le secteur de l'industrie automobile.

"Les roumains possèdent une expertise avérée dans le secteur de l'automobile, notamment dans la filière de la sous-traitance et nous comptons sur leur savoir-faire pour développer notre industrie automobile", a-t-il souligné.

Il a annoncé à ce propos que les deux chambres prévoient d'organiser conjointement un voyage d'affaires pour les industriels algériens versés dans le secteur automobile et les pièces de rechange afin de leur permettre d'effectuer des visites au niveau des usines roumaines et de nouer des relations de partenariat dans ce domaine.

Il a ajouté par ailleurs que l'Algérie compte sur l'expertise roumaine pour développer la formation dans le secteur de la fabrication de pièces de rechange afin de gagner en productivité.

Le président de la CACI a cité à ce propos, la visite du ministre roumain des Affaires Etrangères en Algérie en mars 2018, durant laquelle, il a insisté sur la nécessité d'entreprendre des démarches pour concrétiser des projets de partenariat dans le domaine de l'industrie et de la formation et du commerce.

Evoquant le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, le président de la CACI l'a jugé "bien en deçà des capacités et des potentialités existantes", estimant qu'il appartient aux opérateurs économiques de les développer d'avantage.

A ce propos, il a mis en avant la qualité de la production nationale notamment les produits agricoles qui se sont hissés aux standards internationaux sur le plan des normes de qualité et de compétitivité.

"Une qualité avérée qui leur a permis de gagner des parts de marchés à l'international ", a-t-il fait valoir.

Abondant dans le même sens, le président de la CCIR a appelé à la promotion des échanges commerciaux entre les deux pays, en estimant, lui aussi, que le volume actuel est relativement faible avec 500 millions de dollars par an.

"De telles rencontres représentent une opportunité pour développer les échanges entre les deux parties, d'autant que mon pays (Roumanie)

aspire à renouer ses relations économiques et commerciales avec ses traditionnels partenaires dont l'Algérie en fait partie", a-t-il enchaîné.

Dans ce sillage, M Daraban a convié les opérateurs économiques algériens à investir dans son pays, qui fait partie de l'union européenne, et de pouvoir profiter ainsi de l'avantage d'exporter directement vers le marché européen.

Outre les secteurs de l'énergie, le transport, l'industrie automobile et la construction navale, le président de la CCIR a évoqué le secteur agricole qui génère à son pays plus de 60 milliards de dollars annuellement et qui représente une grande opportunité pour les investisseurs algériens.

UMA: l'Algérie continuera à appeler à une intégration économique régionale (APS)



L'Algérie continuera à appeler à une intégration économique régionale dans le cadre de la réactivation de l'Union du Maghreb arabe (UMA), a déclaré mardi le ministre des Affaires étrangères Abdelkader Messahel, soulignant qu'il n'y a pas d'alternative à l'intégration économique.

Gelées depuis le début des années 2000, les activités de l'UMA ont repris à l'initiative du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, à travers l'organisation des réunions au niveau des ministères et des commissions spécialisées, a rappelé M. Messahel invité à l'émission de la radio algérienne (Chaine III) consacrée aux réalisations de la Diplomatie algérienne entre acquis et défis à venir.

"La construction maghrébine a été un choix stratégique de l'Algérie. Elle a énormément fait pour la construction maghrébine", a indiqué M. Messahel, rappelant que "toutes nos réunions ont été tenues au niveau des ministères et des commissions spécialisées.

"Nous l'avons fait et nous continuons à penser que nous n'avons pas d'autres alternatives que l'intégration régionale", a souligné M. Messahel en réponse à une question sur la reconstruction et la réactivation de l'UMA.

M. Messahel a, lors de cette émission, rappelé la proposition faite par l'Algérie pour réactiver l'UMA à travers la création d'une commission économique africaine semblable à toutes les autres commissions régionales en Afrique.

"J'avais appelé au mois de novembre dernier à une réunion de l'instance de l'UMA. Tous les pays membres ont répondu, reste complémentarité d'un pays voisin", a-t-il indiqué, disant vouloir saisir l'occasion de la

prochaine session de la Commission ministérielle maghrébine chargée de la sécurité

alimentaire qui se tiendra jeudi à Tunis, "pour faire en sorte de trouver un moment pour se réunir même si c'est dans un cadre informel pour réactiver l'UMA".

Dans ce sens, le chef de la diplomatie algérienne a évoqué les éventuelles propositions d'une politique maghrébine commune basée sur les mêmes besoins et problèmes à savoir: le problème halieutique, l'agriculture, l'industrie, etc... affirmant que l'Algérie ne cessera pas de défendre cette idée (l'intégration économique).

"On aurait proposé une politique maghrébine commune avec les mêmes besoins, en termes d'infrastructures agriculture, industrie. Nous faisons en sorte de rendre irréversible l'intégration maghrébine économique", a-t-il souligné.

Evoquant par ailleurs le rôle de la Ligue arabe en tant qu'organisation panarabe sur la scène internationale et la volonté de l'Algérie de voir cette institution faire des réformes, M. Messahel a indiqué que "la Ligue arabe doit faire sa mue, qu'elle fasse des réformes profondes", regrettant "son inactivité et stagnation" depuis sa création en 1940.

"Aujourd'hui le monde a changé, l'environnement arabe a beaucoup changé, il y a eu beaucoup d'évolutions pour lesquelles la Ligue arabe doit s'adapter", a-t-il souligné.

Citant les conflits dans des pays arabes tels que la Syrie, l'Irak ou la Libye, le chef de la diplomatie algérienne a conclu en disant: "La Ligue arabe n'est pas présente dans la résolution des conflits, elle est très éloignée dans la recherche de solutions et elle n'a aucun exercice dans la stabilité des pays arabes".

Forum d'affaires algéro-danois : Nouvel élan (El Moudjahid)

Le ministre du Commerce, M. Saïd Djellab, a invité, hier à Alger, les entreprises danoises, réputées pour leur niveau d'expertise et de technicité, à investir en Algérie, notamment dans l'industrie pharmaceutique, l'énergie et le transport. Dans un message lu par le chef de cabinet, Redouane Alili, à l'occasion de la tenue du Forum d'affaires algéro-danois à l'hôtel El-Aurassi, il a souligné que « la nature des relations entre les deux pays est appréciable et augure d'une densification de plus en plus importante de par les multiples rencontres et échanges ». Le ministre dira dans ce sens que « grâce à la stabilité économique et au développement des infrastructures économiques, nous pensons qu'il est temps de nouer des relations de partenariat avec le Royaume du Danemark pour réaliser ensemble des projets en direction de nos marchés respectifs mais aussi des marchés régionaux ». M. Djellab a estimé que cette rencontre va donner un nouvel élan aux relations économiques et commerciales entre les deux pays : « Cette rencontre se

tient dans un contexte très favorable, au regard des activités récentes qui ont caractérisé les relations d'échanges entre les deux pays », a-t-il précisé. Il a rappelé à cet effet sa récente visite à l'Entreprise portuaire d'Alger, qui a permis de formaliser certaines modalités techniques pour faciliter les transactions vers le Danemark. Il ajoutera : « Notre rencontre aujourd'hui est la suite naturelle des différentes visites qui ont précédé et qui nous ont permis de connaître les opportunités à saisir et les projets à concrétiser dans le cadre de nos relations d'échanges, de coopération et de partenariat ». M. Djellab a souligné que cela est fortement appuyé par la volonté des autorités au sommet de l'Etat, ce qui constitue un signal fort d'une volonté partagée pour renforcer ces échanges et donner un caractère concret aux ententes et accords de principe déjà convenus par le passé. Le ministre a mis en avant les différentes réalisations de l'Algérie dans le secteur économique, indiquant que 2018 a été l'année de tous les défis, un riche et ambitieux programme qui a permis de réaliser davantage de proximité avec les opérateurs économiques et d'examiner les perspectives de développement des activités commerciales, tant sur le plan national qu'international. Et d'ajouter : « Cela traduit en substance les contours de la vision que nous développons dans le secteur du commerce ainsi que les grandes lignes de notre stratégie qui est, faut-il le rappeler, conforme aux orientations du Président Abdelaziz Bouteflika. » De son côté, l'ambassadrice du Danemark, Julie Elisabeth Pruzan, a exprimé sa pleine satisfaction quant à la tenue de ce séminaire, indiquant que « les relations bilatérales entre les deux pays ont connu ces dernières années une amélioration constante ». Elle a affiché à cet effet la disponibilité des entreprises danoises à investir davantage en Algérie. « La présence aujourd'hui de nombreuses entreprises des deux pays constitue un signal fort de la volonté de renforcer la coopération », a-t-elle dit, ajoutant que « l'Algérie recèle d'énormes potentialités qui lui permettront de développer son économie ».

Veille

La BAD promeut l'intégration du secteur financier en Afrique du nord (Algérie Eco)

La Banque africaine de développement, en collaboration avec le Partenariat « La Finance au service de l'Afrique » (MFW4A), organise, les 27 et 28 février à Tunis, un dialogue portant sur le développement et l'intégration du secteur financier en Afrique du nord.

Cette dernière étape tunisienne d'une série de quatre événements régionaux entend offrir aux institutions financières nationales et aux organismes de financement du développement un cadre d'échange permettant une compréhension mutuelle des besoins et une meilleure appréciation du type de soutien à apporter. Elle comporte un double

objectif : faciliter les évolutions structurelles de l'écosystème financier et améliorer les stratégies d'investissement en Afrique du nord. Le premier dialogue a été organisé fin septembre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) suivi des deux autres étapes régionales qui se sont tenues en octobre 2018 à Nairobi (Kenya) et le mois dernier à Libreville (Gabon).

Les échanges de Tunis doivent notamment porter sur l'inclusion financière digitale, le rôle des marchés de capitaux et des investisseurs institutionnels, l'intégration financière régionale, la finance verte ainsi que l'émergence d'instruments financiers innovants.

Les recommandations et actions prioritaires, qui résulteront de cette rencontre, aideront à définir les stratégies des partenaires au développement en faveur du secteur financier. Objectif : renforcer le rôle joué par le secteur de la finance dans les économies nord-africaines, considéré comme une priorité de la Banque africaine de développement.

Le secteur financier est en effet un moteur essentiel du développement économique d'un pays dans la mesure où il occupe une position centrale pour mobiliser et allouer des ressources en capital aux secteurs de l'économie réelle. Les politiques de développement du secteur financier constituent un élément essentiel du programme de transformation économique du continent et contribuent de manière significative à la réalisation des « High 5 », les cinq priorités stratégiques de la Banque africaine de développement.

Le Partenariat « Making Finance Work for Africa » (MFW4A) a pour vocation à coordonner les efforts de développement du secteur financier sur le continent entre les gouvernements africains, le secteur privé et les partenaires de développement.